



Vu pour être annexé à la délibération du XX

PLU approuvé le 21 août 2015

Modification de droit commun n°1 approuvée le 3 octobre 2019

Modification de droit commun n°2 approuvée le 17 mars 2022



MODIFICATION DE DROIT COMMUN N° 3

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LANTIGNIÉ



SOMMAIRE

PRESENTATION GENERALE.....	4
Objet 1 : La mise à jour des bâtiments à préserver	9
Objet 2 : la mise à jour de la liste des emplacements réservés	12
Objet 3 : les ajustements du règlement graphique	13
Objet 4 : la création d'une zone As afin de préserver les grands ensembles viticoles	15
Objet 5 : l'ajustement du règlement écrit concernant les toitures	18
Objet 6 : La création d'un STECAL At afin de permettre la création d'une activité touristique	19
Les impacts de modification sur les surfaces des zones	22
L'Impact de la modification sur l'environnement.....	23
Annexes	24

La hiérarchie des normes

La commune de Lantignié, étant intégrée dans le territoire du SCOT du Beaujolais, relève du seul article L131-4 du code de l'urbanisme :

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;

2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévue à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;

5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L. 112-4.

Les autres documents supérieurs sont intégrés par le SCOT. Le PLU ne justifie de sa compatibilité avec eux qu'en l'absence de SCOT.

		Plans et programmes	Concerné	SCOT intégrateur
Les documents de rang supérieur	LOIS	La loi SRU	NC	
		Les lois montagne et littoral	NC	
	RAPPORT REGLEMENTAIRE	Plan de prévention des risques	NC	
		Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine ou Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain	NC	
	RAPPORT DE COMPATIBILITE	Directive Territoriale d'Aménagement	NC	
		SCOT intégrant DAC	SCOT du Beaujolais	
		Le programme local de l'habitat	NC	
		La Charte du Parc Naturel Régional	NC	
		Le Plan de déplacement urbain	NC	
		Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux		SDAGE Rhône- méditerranée- Corse 2016-2021
	RAPPORT DE PRISE EN COMPTE	SRADDET		SRADDET Auvergne Rhône Alpes approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Les autres politiques publiques et territoires de projet		Schéma départemental des espaces naturels sensibles	NC	
		La communauté de communes	Communauté de communes Saône Beaujolais	
		Agenda 21	NC	



Le PLU en vigueur sur le territoire de Lantignié

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lantignié a été approuvé par délibération du conseil municipal le 21 août 2015.

Le présent dossier porte sur une modification de droit commun du PLU.

Le PLU de la commune a déjà fait l'objet de deux procédures de modification de droit commun :

1. La première approuvée le 3 octobre 2019 avait permis :

- La modification du règlement des zones naturelles et agricoles afin de prendre en compte la « loi Macron » afin de permettre l'évolution des constructions à usage d'habitation (extension et annexe) dans les zones A et N, qu'elles soient ou non liées à une activité agricole, tout en les conditionnant à des règles encadrées (hauteur, emprise...) ;
- La mise à jour de la liste identifiant les changements de destination ;
- La création de deux secteurs Ahp1 et Ahp2 afin rendre possible la réalisation d'un projet touristique au Château des Vierres (Ahp2) ;
- La correction d'une incohérence entre le zonage constructible du PLU et l'étude risques rendant une parcelle inconstructible ;
- La modification des Dispositions particulières applicables aux restaurations de bâtiments repérés au titre de l'article L123-1-5 II.2 (L151-23 du code de l'urbanisme en vigueur), afin de rendre possible la création d'accès.

2. La seconde approuvée le 17 mars 2022 avait permis :

- La création d'un secteur UI au lieudit « Le Chapital » afin de permettre l'évolution d'une
- activité artisanale existante ;
- La modification de l'OAP sud du bourg afin de rendre plus opérationnel le secteur ;
- La modification du règlement écrit afin de :
 - a. de rendre cohérent le règlement des zones AHP1 et AHP2 avec le caractère général de la zone Agricole en autorisant les constructions à usage d'habitation dans ces zones ;
 - b. d'intégrer un nuancier de façades ;
 - c. de corriger une incohérence dans l'article A2 ;
 - d. de modifier la règle sur les parcelles coupée par une limite de zonage ;
 - e. et d'intégrer la définition d'exploitation agricole au règlement.
- La mise à jour de la liste des changements de destination ;
- La mise à jour des bâtiments à préserver ;

- L'ajout d'un emplacement réservé ;
- La mise à jour des annexes du PLU.

Les objets de la présente évolution du PLU

Pour donner suite à la sollicitation de la commune de Lantignié, la Communauté de Communes Saône Beaujolais (CCSB) a décidé par l'arrêté n°018/2024 de lancer la procédure de modification de droit commun n°3 du PLU de Lantignié.

Les objectifs de la présente évolution du PLU de Lantignié sont les suivants :

- La modification du règlement graphique :
 - La mise à jour des éléments du patrimoine bâti protégé ;
 - La mise à jour de la liste des emplacements réservés ;
 - La correction d'une erreur de localisation d'un groupement d'arbre remarquable ;
 - L'intégration d'éléments d'informations sur le plan : cimetière.
 - La création d'une zone permettant la préservation des grands ensembles de vignes.
- Des adaptations du règlement écrit :
 - La modification de la règle sur les toitures pour autoriser le bac acier sur les équipements d'intérêt collectif et revoir les nuances autorisées.

Choix de la procédure et champ d'application de la présente évolution du PLU

Comme exposé dans le titre précédent, la présente évolution du PLU de Lantignié porte sur des adaptations du règlement écrit et du règlement graphique, ainsi que la mise à jour de la liste des emplacements réservés

Comme démontré dans la suite de ce document, ces adaptations ne portent pas atteinte à l'économie générale du document et du PADD.

De plus, il n'est pas question de procéder à la réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) au titre de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme, d'une zone agricole ou naturelle ou d'une protection « environnementale ».

Ainsi en application de l'article L153-36 du Code de l'Urbanisme, ces adaptations du PLU de

Lantignié entrent donc dans le champ d'application de la procédure de modification de droit commun :

Article L153-36 du Code de l'Urbanisme

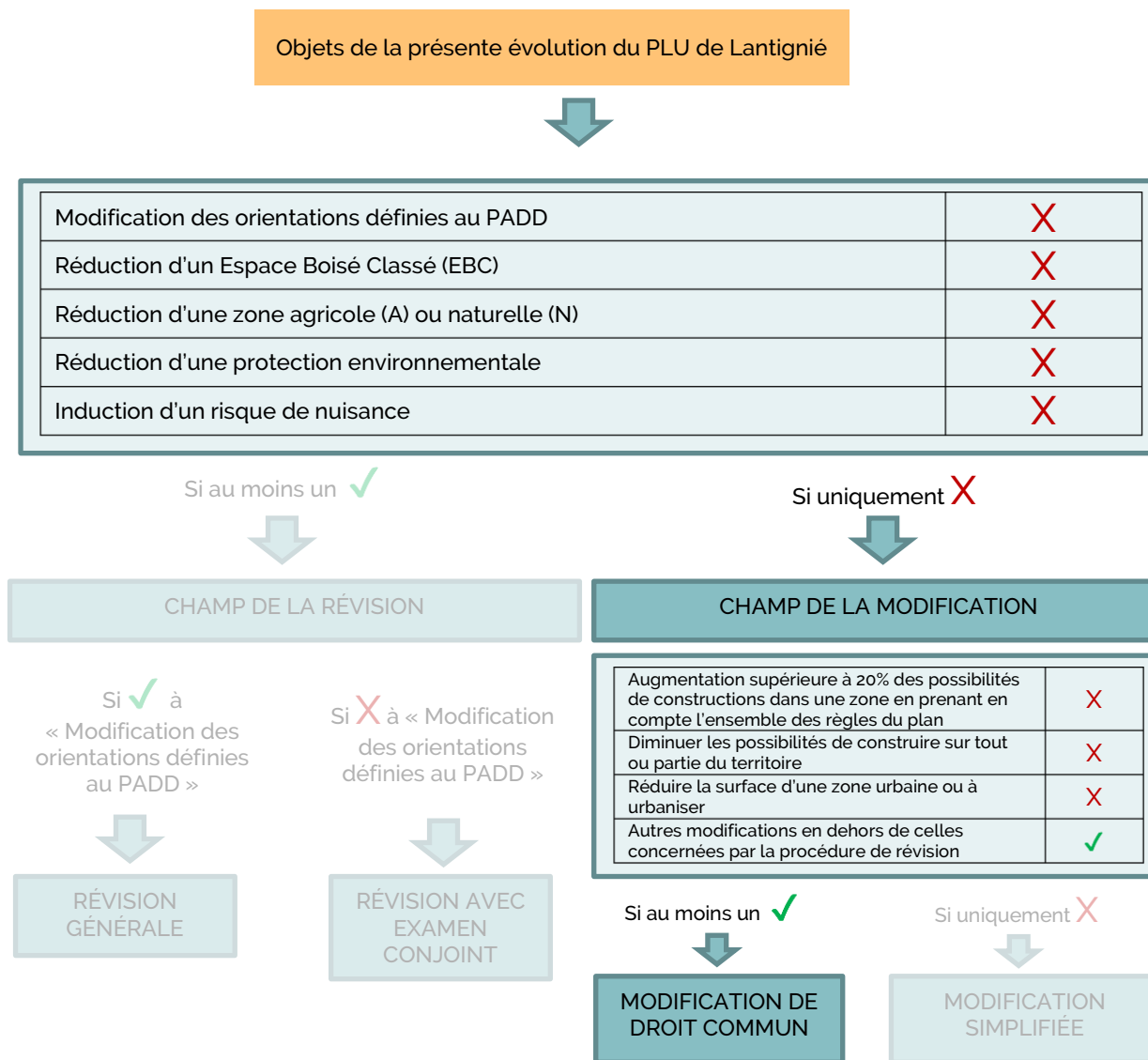
Sous réserve des cas où une révision s'impose en application des dispositions de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Par ailleurs, le projet sera soumis à enquête publique conformément à l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme :

Article L153-41 du Code de l'Urbanisme

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article [L. 131-9](#) du présent code.



OBJET 1 : LA MISE A JOUR DES BATIMENTS A PRESERVER

Afin de préserver les éléments de son patrimoine bâti, la commune de Lantignié avait instauré dans son PLU des protections au titre de l'article L.123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

Art. L123-1-5-III 2° du code de l'urbanisme

Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, ilots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation.

La liste des constructions identifiées lors de l'élaboration du PLU est détaillée dans la première partie du rapport de présentation.

Les bâtiments identifiés à ce titre sont concernés par les dispositions suivantes :

Dispositions particulières applicables aux restaurations de bâtiments repérés au titre de l'article L123-1-5 III.2

*En plus des dispositions applicables à l'ensemble des bâtiments, **les travaux d'aménagement**, sur les constructions faisant l'objet d'une protection au titre de l'article L 123-1-5 III.2 du Code de l'Urbanisme et identifiées **au plan de zonage** comme « patrimoine bâti à protéger », doivent respecter les dispositions suivantes :*

Les ouvertures :

*Les ouvertures dans les façades doivent présenter une certaine harmonie quant à leur disposition et à leur dimension. La plus grande dimension doit être **dans le sens de la hauteur**, sauf pour les ouvertures donnant accès à un garage ou une remise. Les **perçements carrés** sont **autorisés** dans le cas des combles habitables dans la limite de 60cm de côté.*



Eléments identifiés au titre de l'art. L123-1-5-III 2° du code de l'urbanisme avant la présente modification de droit commun du PLU de Lantignié

Les menuiseries présenteront les mêmes aspects que les menuiseries du bâti ancien (dessin, profilé, matériaux, couleur). Pour le percement de nouvelles ouvertures, les encadrements seront réalisés avec des matériaux de même aspect que les encadrements des baies existantes du même bâtiment.

*Sauf contraintes techniques dûment justifiées, les constructions anciennes devront **conserver leur aspect initial** :*

- *Les matériaux d'origine, en particulier la pierre apparente seront conservés ou restaurés,*
- *Les éléments d'architecture anciens remarquables, en particulier lorsqu'ils existent, les porches, les encadrements en pierre devront être conservés ou remis en valeur.*

Les adjonctions, extensions, surélévations devront présenter des volumes tels que l'aspect initial de la construction puisse transparaître après les travaux, et respecter les règles de l'architecture originelle.

*Les modifications ci-dessus pourront être traitées dans un esprit contemporain à la condition qu'elles aient pour effet **de mettre en valeur ou de protéger** les éléments ou le volume général du bâti existant.*

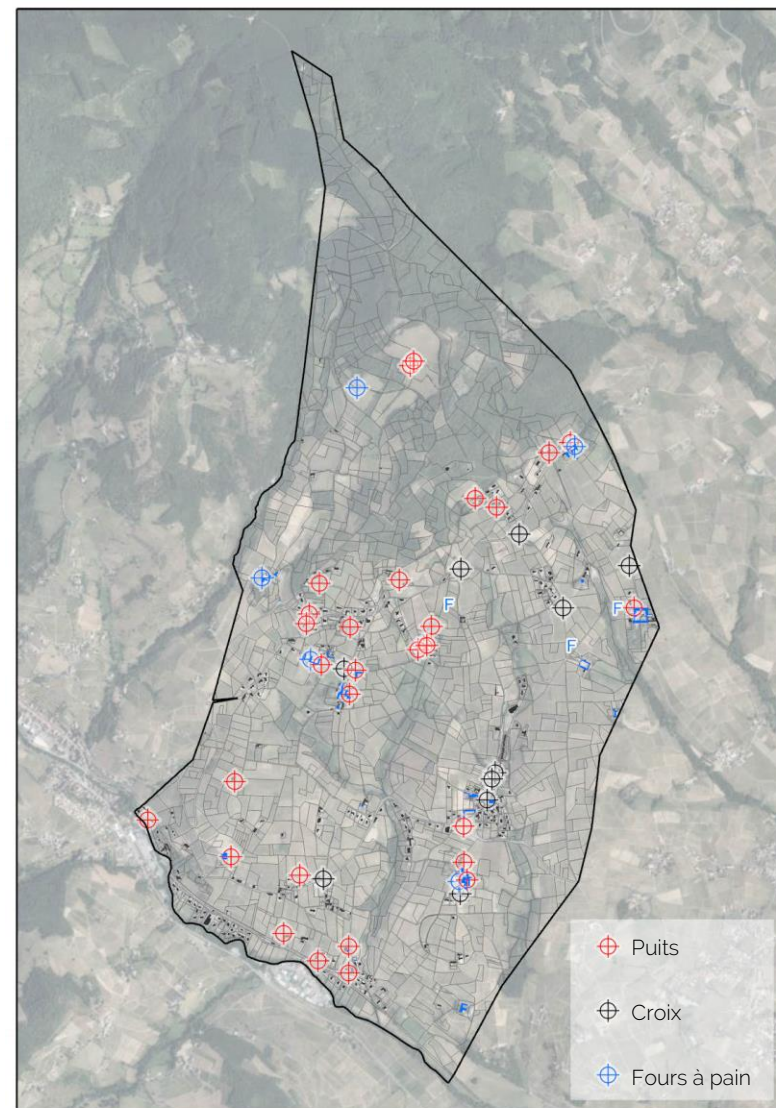
Les murs et murets :

Les murs et murets identifiés à ce titre ne peuvent pas être détruits, exceptés pour l'aménagement d'un accès pour la desserte des constructions lorsqu'il n'existe pas de solution alternative sur le terrain.

A ce titre, la commune souhaite mettre à jour la liste des éléments repérés au titre de l'article L123-1-5 III.2, avec :

- L'ajout d'un ensemble de bâtiments ;
- L'ajout d'une protection sur les croix et calvaires, les anciens fours à pain et les anciens puits de la commune.

Le règlement graphique est donc modifié pour intégrer ces protections sur les éléments suivants ponctuels présentés sur la carte ci-contre.



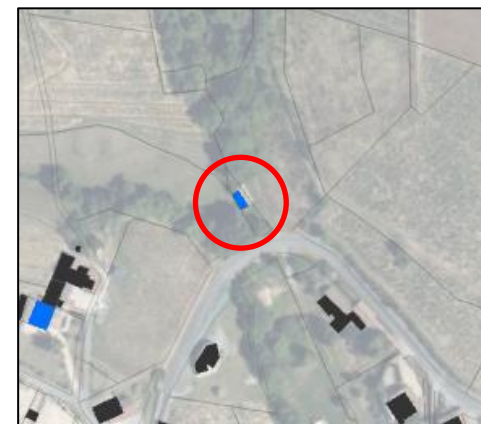
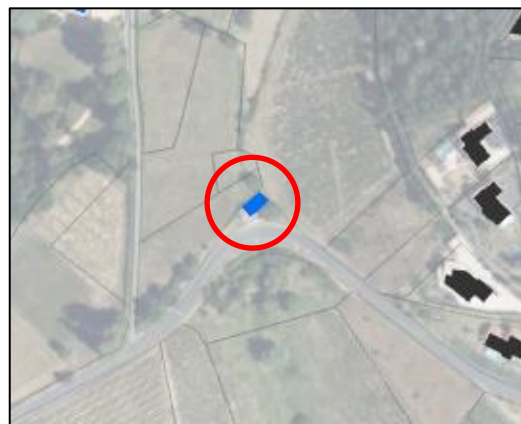
Eléments identifiés au titre de l'art. L123-1-5-III 2° du code de l'urbanisme ajoutés par la présente modification de droit commun du PLU de Lantignié

Les bâtiments présentés dans les visuels ci-contre sont également ajoutés aux bâtiments identifiés au titre de l'art. L123-1-5-III 2° du code de l'urbanisme.

De plus, le règlement écrit est modifié de la façon suivante pour rendre impossible la destruction des fours à pain, des croix et anciens puits identifiés :

Les puits, les fours à pains et croix :

Les puits, les fours à pains et croix identifiés à ce titre ne peuvent pas être détruits.



Bâtiments identifiés au titre de l'art. L123-1-5-III 2° du code de l'urbanisme lors de la présente modification de droit commun du PLU de Lantignié

OBJET 2 : LA MISE A JOUR DE LA LISTE DES EMBLEMENTS RESERVES

La commune souhaite mettre à jour la liste des emplacements réservés afin d'adapter ces éléments aux projets de la commune :

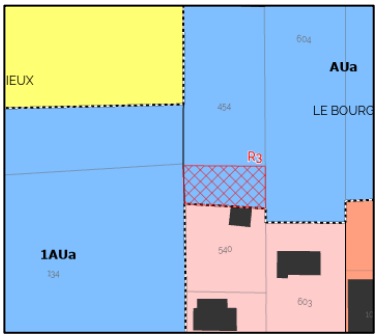
- Premièrement, la commune souhaite mettre en place un emplacement réservé afin de permettre de relier par une voirie les deux phases d'aménagement de l'OAP du centre-bourg derrière la mairie.
- Ensuite, la commune souhaite mettre à jour l'emplacement n°1 afin de préciser son objet : « Aménagement d'un espace public derrière la mairie : espaces verts et élargissement de voirie pour des aspects sécuritaires » et enlever la partie déjà propriété de la commune de sa délimitation.
- Enfin, la commune souhaite mettre en place un emplacement réservé pour la création d'un espace de loisirs et d'un espace de stationnement au niveau du cimetière et de la salle des fêtes.

Ainsi, pour intégrer ces modifications, le PLU est modifié de la façon suivante :

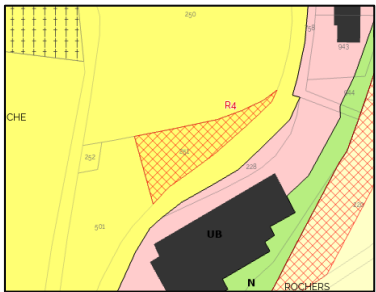
Sur la liste des emplacements réservés, l'ER01 est modifié et les deux nouveaux emplacements réservés sont ajoutés :

N°	Désignation	Largeur ou surface	Parcelles	Bénéficiaire
R1	Aménagement d'un espace public derrière la mairie : espaces verts et élargissement de voirie pour des aspects sécuritaires	1688 m²	B460, B720, B721	Commune
R2	Aménagement des accès et d'une aire de stationnement pour la salle des sports	2200 m²	B220 et B 748	Commune
R3	Aménagement des accès entre les deux phases de la zone d'OAP	306 m²	B454	Commune
R4	Aménagement d'un espace de loisirs et de stationnements	780 m²	B251	Commune

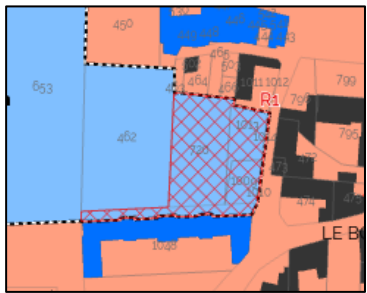
Sur le plan de zonage les deux nouveaux emplacements réservés sont ajoutés comme présentés dans les extraits ci-contre.



L'emplacement réservé R3 sur le règlement graphique après la présente modification de droit commun du PLU de Lantignié



L'emplacement réservé R4 sur le règlement graphique après la présente modification de droit commun du PLU de Lantignié



L'emplacement réservé R1 sur le règlement graphique après la présente modification de droit commun du PLU de Lantignié

OBJET 3 : LES AJUSTEMENTS DU REGLEMENT GRAPHIQUE

Objet 3.1 : La correction d'une erreur matérielle sur la localisation d'un groupement d'arbre remarquable

Le PLU de Lantigné protège certains groupements d'arbres remarquables. Or, au lieu-dit des Bastys, l'identification est erronée. Le symbole ponctuel n'est pas positionné sur des arbres remarquables mais sur des arbustes et arbres fruitiers. Les arbres remarquables qui devraient être identifiés sont à quelques mètres au Nord Est.

Le règlement graphique est modifié pour intégrer la bonne localisation du groupement d'arbres.

Groupement d'arbres
identifié par erreur

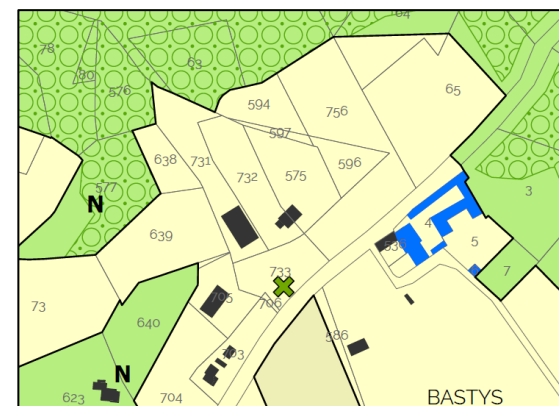
Véritable groupement
d'arbres remarquables



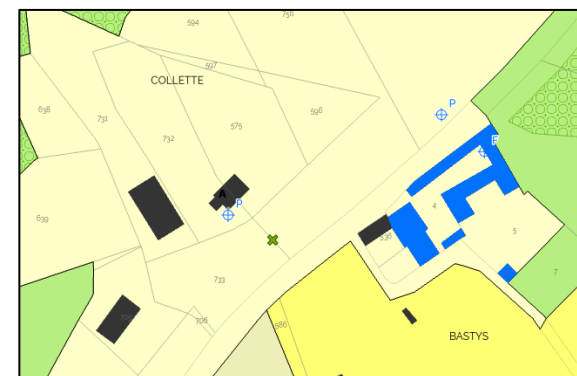
Groupement identifié dans le PLU actuellement en vigueur



Groupement identifié après la présente modification de droit commun du PLU de Lantigné



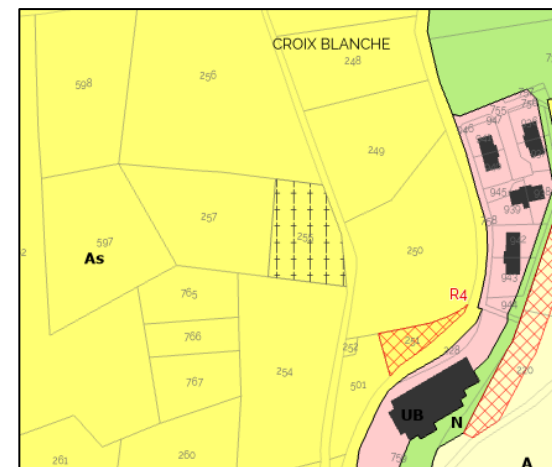
Extrait du règlement graphique avant la présente modification de droit commun du PLU de Lantigné



Extrait du règlement graphique après la présente modification de droit commun du PLU de Lantigné

Objet 3.2 : L'intégration de la localisation du cimetière sur le plan de zonage pour information

La commune souhaite intégrer la localisation du cimetière sur le plan de zonage. Ainsi dans la présente modification de droit commun n°3, le cimetière communal situé sur la parcelle B255 est symbolisé sur le plan de zonage.



Extrait du règlement graphique après la présente modification de droit commun du PLU de Lantignié

OBJET 4 : LA CREATION D'UNE ZONE AS AFIN DE PRESERVER LES GRANDS ENSEMBLES VITICOLES

Le PLU actuellement en vigueur sur la commune de Lantignié met en place plusieurs zones agricoles :

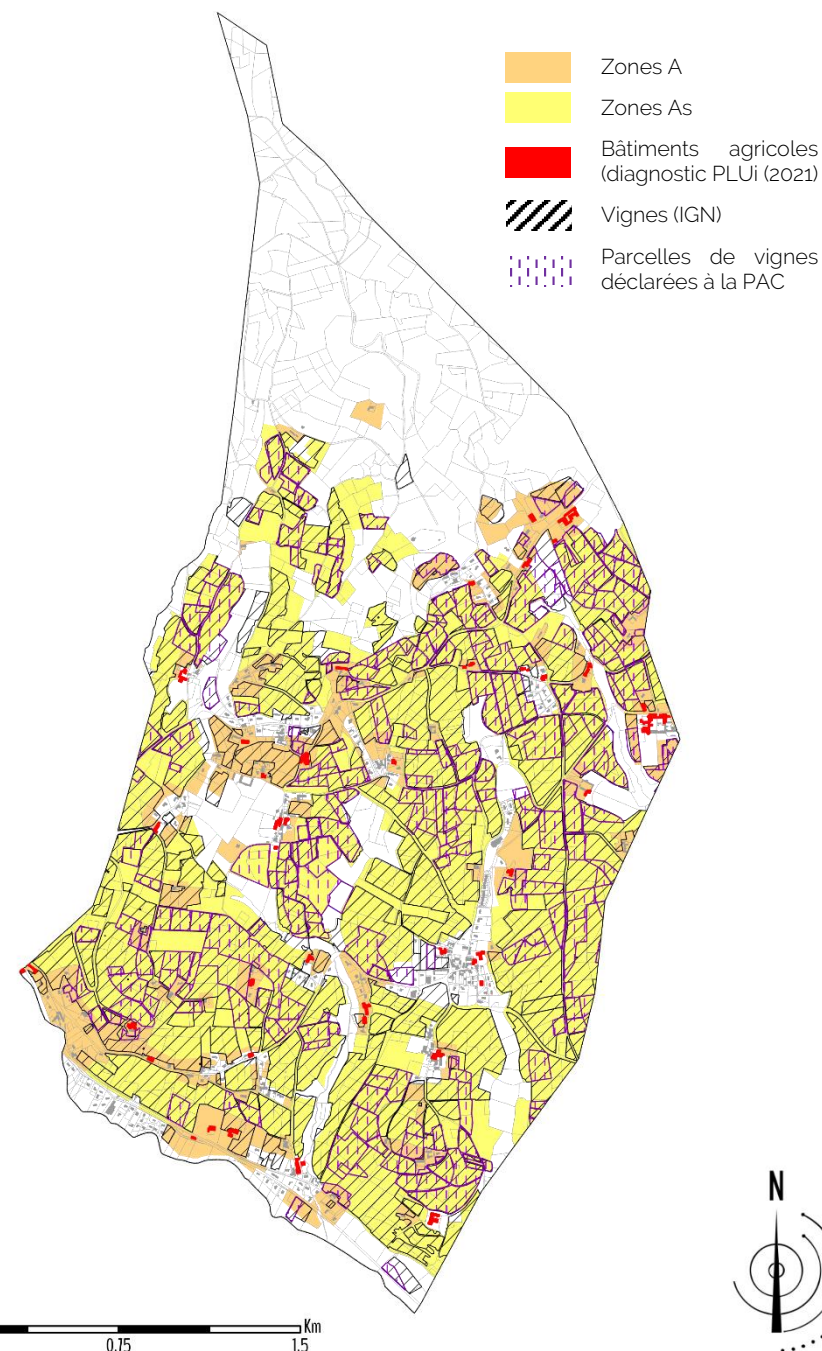
- La zone A à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres.
- Les secteur Ap à protéger en raison de son intérêt paysager et patrimonial, au titre de l'article L.123-1- 5- III.2 ;
- un secteur Aco inconstructible correspondant à la trame verte et bleu
- un secteur Azh, correspondant aux zones humides

La commune souhaite pouvoir maitriser le développement induit par les activités viticoles, ainsi il est proposé de créer une zone As englobant les grands ensembles de parcelles viticoles. Cette zone As sera inconstructible même pour les activités agricoles.

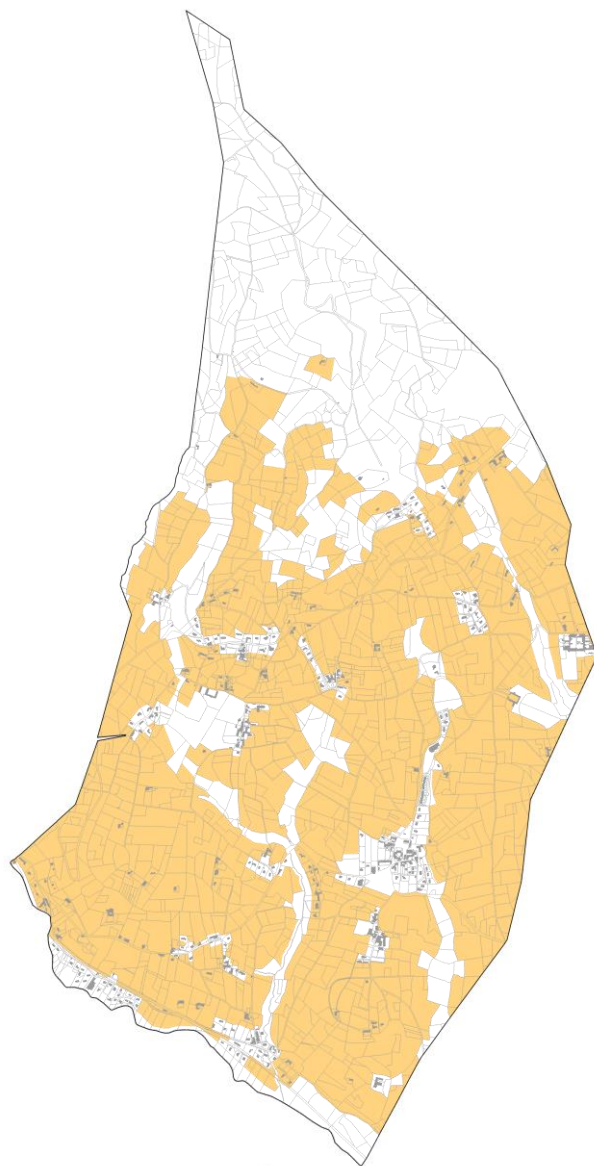
Il est également question d'adapter ce zonage au contexte communal ayant évolué depuis l'élaboration du PLU (nouvelles exploitations et exploitations viticoles).

Toutes les exploitations actuelles qui étaient en zone A sont intégrées à la nouvelle zone A afin qu'elle puisse continuer leur développement. Il en est de même des bâtiments pouvant potentiellement avoir un usage agricole.

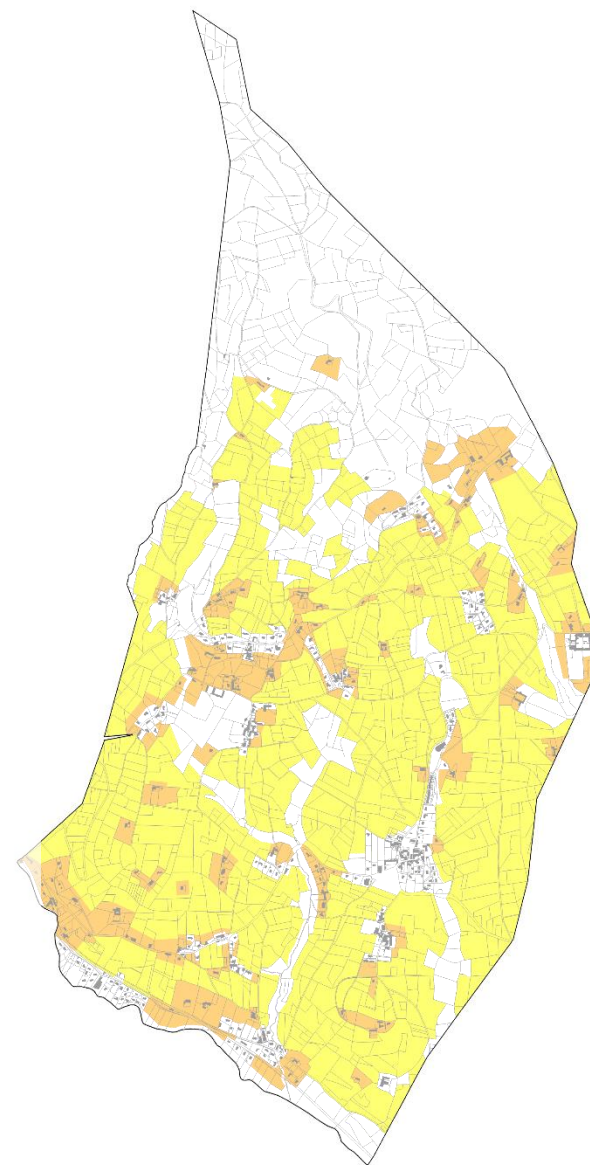
Enfin, les évolutions de ces délimitations ne concernent que des évolutions entre les zones agricoles. Il n'est pas question ici, de procéder à une évolution vers des zones naturelles ou urbaines.



0 0,75 1,5 Km



Zones A
 Zones As



Délimitations de la zone agricole (A) avant la présente modification de droit commun du PLU de Lantignié

Délimitations de la zone agricole (A) et agricole inconstructible (As) avant la présente modification de droit commun du PLU de Lantignié

De plus le règlement écrit est modifié de la façon suivant à l'introduction du règlement de la zone A ainsi qu'à son article A1 et A2 :

ZONE A

[...]

La zone comprend :

- un secteur Ap à protéger en raison de son intérêt paysager et patrimonial, au titre de l'article L.123-1- 5- III.2
- un secteur Aco inconstructible correspondant à la trame verte et bleu
- un secteur Azh, correspondant aux zones humides
- un secteur Ahp, permettant l'évolution des constructions existantes en lien avec l'activité touristique, re-divisé en Ahp1 et Ahp2
- **un secteur As inconstructible pour préserver les grands ensembles de parcelles viticoles**

[...]

Article A1

Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites :

Les occupations et utilisations du sol de toute nature qui ne sont pas visées à l'article A2.

Toutes constructions neuves dans les secteurs **As**, Aco, Ap et Azh

[...]

Article A2

Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

[...]

Sous réserve d'être situés en zone A à l'exception des secteurs **As**, Azh, Ap, Aco, Ahp1, Ahp2 et des secteurs repérés par des aplats rouge et orange

[...]

Sous réserve d'être situés dans les secteurs **As**, Ap et Aco

[...]

OBJET 5: L'AJUSTEMENT DU REGLEMENT ECRIT CONCERNANT LES TOITURES

Afin d'assouplir les règles concernant les toitures des équipements publics, la commune souhaite revoir la règle sur l'aspect extérieur de ces constructions. A ce titre elle souhaite autoriser le bac acier sur les équipements et ouvrages techniques qui leur sont rattachés.

De plus, la commune souhaite modifier le règlement écrit du PLU afin de permettre l'utilisation de tuiles nuancées paille sur l'ensemble de son territoire. Cette modification vise à harmoniser l'esthétique des toitures dans la commune tout en offrant plus de flexibilité aux habitants. En autorisant les tuiles nuancées paille, reconnues pour leur capacité à se fondre naturellement dans le paysage rural et à offrir une meilleure intégration visuelle des bâtiments, la commune entend valoriser le patrimoine architectural local tout en répondant aux besoins actuels de rénovation et de construction. Cette modification du PLU s'inscrit dans une démarche de préservation et de mise en valeur du cadre de vie de Lantignié.

Ainsi, le règlement est modifié à son Titre 6 - Aspect extérieur des constructions - Aménagement de leurs abords - Prescriptions de protection :

Article 11

[...]

Aspect des constructions – dispositions applicables à l'ensemble des bâtiments.

[...]

Toitures :

- Les toitures pourront avoir deux, trois ou quatre pans par volume et devront être couvertes de tuiles creuses ou romanes. Elles doivent être en terre cuite ou matériaux similaires présentant les mêmes caractéristiques de forme, de couleur, d'aspect que les tuiles en terre cuite traditionnelles. Les tuiles pourront présenter des nuances de paille (cf. illustration ci-contre). Le bac acier est autorisé sur les équipements et ouvrages techniques qui leur sont rattachés.*

Le nuancier des toitures présent en annexes du règlement écrit est également modifié pour intégrer ces dispositions.



Tuiles nuancées paille

OBJET 6 : LA CREATION D'UN STECAL AT AFIN DE PERMETTRE LA CREATION D'UNE ACTIVITE TOURISTIQUE

La commune souhaite intégrer un STECAL (Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées) dans son PLU afin d'autoriser la réalisation d'un projet d'hébergement insolite en bulles.

Ce type d'hébergement touristique propose aux visiteurs de séjourner dans des structures transparentes ou semi-transparentes, ressemblant à de grandes bulles. Ces bulles permettant une immersion totale dans l'environnement naturel environnant tout en offrant un certain confort.

Les bulles d'hébergement seront conçues pour minimiser l'impact environnemental et l'artificialisation des sols, principalement grâce à leur nature temporaire et leur faible empreinte au sol. Elles ne nécessitent généralement pas de fondations permanentes ou de structures lourdes pour leur installation, contrairement aux constructions traditionnelles. De plus, ces bulles peuvent être montées et démontées avec peu de perturbations pour l'environnement, permettant aux sites d'être restitués à leur état naturel après leur utilisation. Cette approche contribue à préserver la perméabilité et la qualité des sols, tout en offrant une expérience immersive en pleine nature, alignée sur les principes du tourisme durable et de la préservation des espaces naturels.

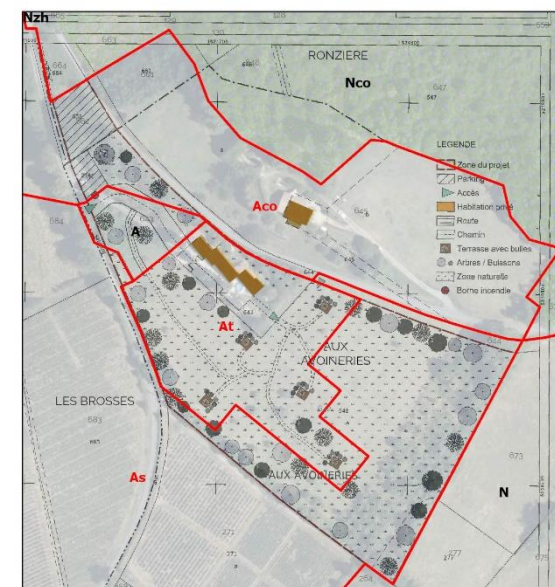
Le projet sur la commune de Lantignié concerne la création de cinq terrasses avec les bulles posées dessus. Les terrasses seront positionnées assez rapprochées les unes des autres, afin de limiter la taille du STECAL tout en gérant les vis-à-vis entre les différentes bulles.

Concernant les équipements et aménagements attenants aux hébergements insolites, ils se composent ainsi :

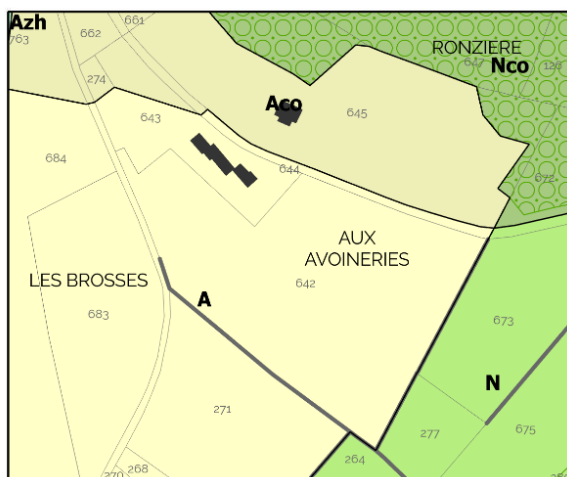
- Bulles posées sur terrasses sur pilotis surface de plancher environ 25 m² de terrasse. La hauteur totale des bulles + terrasses n'excèdera pas 8 mètres.
- Accès aux hébergements sur la base de sentiers existants et création de sentiers avec revêtement « terrain naturel », leurs emprises au sol seront inférieures à 1,5 mètre de large.

Ainsi, pour intégrer ces modifications, le PLU est modifié de la façon suivante :

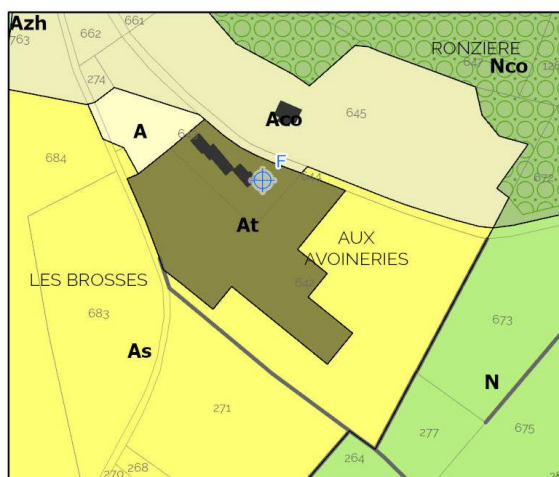
- **Le règlement graphique** : un STECAL At est créé sur une surface de 0,9 hectares sur la seule emprise où sont prévues les bulles (parcelle A642). L'illustration ci-contre géolocalise le projet d'implantation des cinq bulles avec la délimitation du STECAL At. L'illustration page suivante illustre le changement de zonage avant et après la présente modification de droit commun n°3.



Superposition du projet d'implantation des bulles avec la délimitation de la zone At



Règlement graphique **avant** la présente modification



Règlement graphique **après** la présente modification

Extrait du règlement graphique avant et après la présente modification de droit commun



- **Le règlement écrit** : des règles propres à la zone At sont créées afin de permettre la création de l'activité d'hébergement insolite en bulles. Le règlement écrit est modifié à son article A2 de la façon suivante :

ZONE A

[...]

La zone comprend :

- *un secteur Ap à protéger en raison de son intérêt paysager et patrimonial, au titre de l'article L.123-1- 5- III.2*
- *un secteur Aco inconstructible correspondant à la trame verte et bleu*
- *un secteur Azh, correspondant aux zones humides*
- *un secteur Ahp, permettant l'évolution des constructions existantes en lien avec l'activité touristique, re-divisé en Ahp1 et Ahp2*
- *un secteur As inconstructible pour préserver les grands ensembles de parcelles viticoles*
- *un secteur At pour gérer un secteur de gestion d'activités touristiques*

[...]

Article 2

Sous réserve d'être situés dans les secteurs At

En plus des règles applicables à la zone A, le secteur At autorise les habitations légères de loisirs c'est à dire les constructions démontables ou transportables, destinées à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs.

[...]

LES IMPACTS DE MODIFICATION SUR LES SURFACES DES ZONES

Zone	Surface avant la présente modification (en hectares)	Surface après la présente modification (en hectares)
UA	3,5	3,5
UB	5,4	5,4
UH	10,5	10,5
UHa	10,4	10,4
UHap	1,6	1,6
UHp	1	1
Ui	0,3	0,3
TOTAL U	32,5	32,5
1Aua	0,9	0,9
AUa	1,2	1,2
TOTAL AU	2,1	2,1
A	459,2	82,1
Aco	17	17
AHp	2,3	2,3
Ap	6,3	6,3
Azh	0,5	0,5
As	0	376,4
At	0	0,9
TOTAL A	484,8	484,8
N	86,1	86,1
Nco	108,3	108,3
NL	4,3	4,3
Nzh	23	23
TOTAL N	221,7	221,7
TOTAL	742,8	742,8

L'IMPACT DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lantignié a un impact très limité sur l'environnement.

Elle n'implique aucune réduction des protections accordées aux espaces agricoles et naturels, ni de celles applicables aux boisements ou aux milieux naturels remarquables. Les zones concernées par cette modification sont principalement destinées à des ajustements réglementaires et graphiques, sans toucher aux espaces classés comme boisés, agricoles ou naturels.

De plus, une attention particulière est portée à la préservation des grands ensembles viticoles et des éléments patrimoniaux.

Ainsi, la modification du PLU respecte les objectifs de réduction de la consommation foncière et de l'artificialisation des sols, tout en soutenant le développement local de manière durable et respectueuse de l'environnement.

Pour plus de détails sur les impacts environnementaux, l'autoévaluation réalisée dans le cadre de l'examen au cas par cas par la personne publique responsable, conformément aux articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme, est incluse en annexe du rapport.

ANNEXES

Annexe 1 : Autoévaluation réalisée dans le cadre de l'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme

Préambule

La présente auto-évaluation s'inscrit dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas conduite par la communauté de communes Saône-Beaujolais en charge de la procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lantignié.

Elle vise à établir l'existence ou non d'incidences notables de la procédure d'évolution du PLU sur l'environnement et notamment sur la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Cette auto-évaluation est établie conformément à l'article R104-34 du code de l'urbanisme et est transmise à l'Autorité environnementale dans le cadre du dossier de saisine.

Les objets de cette modification de droit commun sont :

- Objet 1 : Mise à jour des bâtiments à préserver : Ajout de nouveaux bâtiments, croix, anciens fours à pain, et puits à la liste des éléments protégés.
- Objet 2 : Mise à jour de la liste des emplacements réservés : Création de nouveaux emplacements réservés pour des projets spécifiques comme l'aménagement d'un espace public derrière la mairie et d'un espace de loisirs au niveau du cimetière.
- Objet 3 : Ajustements du règlement graphique : Correction d'erreurs matérielles et ajout d'informations comme la localisation du cimetière.
- Objet 4 : Création d'une zone As : Pour préserver les grands ensembles viticoles, rendant cette zone inconstructible même pour les activités agricoles.
- Objet 5 : Ajustement du règlement écrit concernant les toitures : Autorisation du bac acier sur les équipements publics et introduction de tuiles nuancées paille pour harmoniser les toitures.

- Objet 6 : Création d'un STECAL At : Pour permettre la création d'une activité touristique avec des hébergements insolites en bulles.

Les milieux naturels et la biodiversité (zones humides, zones Natura 2000, ZNIEFF)

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié n'entraîne aucun impact négatif sur les milieux naturels.

Elle ne modifie pas les zonages des espaces naturels et n'impacte aucun corridor écologique ni aucune zone humide identifiée par des zonages spécifiques lors de l'élaboration initiale du PLU.

La consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié engendre un potentiel minime de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

La création d'un STECAL pour permettre l'installation d'hébergements insolites en bulles présente un potentiel de consommation foncière. Cependant, ce potentiel est limité par la nature réversible des bulles. Ces structures légères et temporaires permettent ainsi de préserver la perméabilité et la qualité des sols tout en offrant une nouvelle forme de valorisation touristique respectueuse de l'environnement.

Les autres modifications apportées concernent principalement des ajustements réglementaires et graphiques sans modification des délimitations des zones naturelles, agricoles ou forestières. Par conséquent, les espaces protégés demeurent intégralement préservés, et aucune nouvelle artificialisation ou conversion de ces espaces n'est induite par cette modification.

Les espaces boisés

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié n'a aucun impact sur les espaces boisés. Les ajustements apportés par cette modification ne prévoient aucune déclassification ou réduction des Espaces Boisés Classés (EBC) ni des zones naturelles.

L'activité agricole

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié a un impact positif sur l'activité agricole en renforçant la protection des grands ensembles viticoles par la création d'une nouvelle zone As inconstructible.

Cette nouvelle délimitation entre les zones A et As assure la préservation des terres viticoles et permet aux exploitations existantes de continuer leur développement.

De plus, les évolutions de zonage sont limitées aux zones agricoles et ne sont, en aucun cas réduites par la modification, garantissant la stabilité et la continuité des activités agricoles dans la commune.



L'eau potable

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié n'a aucun impact négatif sur les ressources en eau potable.

De plus, aucune nouvelle construction ou aménagement susceptible de perturber les ressources hydriques ou de compromettre la qualité de l'eau potable n'est prévue par la modification.

La gestion des eaux pluviales

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié n'a pas d'impact direct sur la gestion des eaux pluviales.

Les modifications apportées ne comprennent pas de nouvelles constructions ou aménagements susceptibles de modifier significativement le ruissellement ou l'infiltration des eaux pluviales.

L'assainissement

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié n'a pas d'impact direct sur les infrastructures ou le système d'assainissement de la commune.

Le paysage ou le patrimoine bâti

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié a plusieurs impacts sur le paysage et le patrimoine bâti, visant principalement à renforcer leur préservation et leur mise en valeur.

- Mise à jour des bâtiments à préserver : La modification inclut l'ajout de nouveaux éléments du patrimoine bâti à protéger, tels que des croix, des anciens fours à pain, et des puits. Ces ajouts renforcent la conservation des éléments architecturaux et historiques significatifs de la commune, contribuant à la préservation de son caractère traditionnel et culturel.
- Protection des grands ensembles viticoles : La création d'une nouvelle zone As inconstructible vise à protéger les grands ensembles viticoles. Cette mesure empêche tout développement non agricole dans ces zones, assurant ainsi la préservation du paysage viticole, qui est un élément clé de l'identité visuelle et culturelle de Lantignié.
- Réglementation des toitures : La modification du règlement écrit autorise désormais l'utilisation de tuiles nuancées paille sur l'ensemble du territoire et le bac acier sur les équipements publics. Ces ajustements permettent une meilleure intégration esthétique des nouvelles constructions avec le paysage rural existant, tout en offrant une certaine flexibilité pour les projets de rénovation et de construction.

- Création d'un STECAL At pour l'activité touristique : L'intégration d'un secteur dédié à une activité touristique avec des hébergements insolites en bulles est conçue pour minimiser l'impact environnemental et visuel.

En résumé, cette modification vise à renforcer la protection et la valorisation du patrimoine bâti et paysager de Lantignié, en intégrant de nouvelles protections, en assurant une meilleure intégration des nouvelles constructions, et en promouvant des projets de développement qui respectent l'identité visuelle et culturelle de la commune.

Les sols pollués, les déchets

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié n'a pas d'impact direct sur les sols pollués ni sur la gestion des déchets. Elle ne prévoit aucune nouvelle construction ou activité susceptible de contaminer les sols ou de générer des déchets supplémentaires. Les ajustements apportés concernent principalement des modifications réglementaires et graphiques, ainsi que des mesures de protection renforcée des zones agricoles et viticoles, contribuant ainsi à préserver l'intégrité des sols et à maintenir la gestion actuelle des déchets sans pressions additionnelles.

L'air, l'énergie et le climat

La modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Lantignié n'entraîne aucun impact significatif sur la qualité de l'air, la consommation d'énergie ou le climat.

Les ajustements apportés se limitent à des modifications réglementaires et graphiques sans introduction de nouvelles constructions majeures susceptibles d'affecter ces éléments. En l'absence de modifications majeures dans l'urbanisation qui augmenteraient les émissions de gaz à effet de serre, les impacts sur l'air, l'énergie et le climat restent négligeables.